



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2 rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 21/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**FORESA FRANCE SAS**

Avenue des Industries  
33440 Ambarès-Et-Lagrange

Références : 25-880  
Code AIOT : 0005200249

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement FORESA FRANCE SAS implanté Avenue des Industries 33440 Ambarès-et-Lagrange. L'inspection a été annoncée le 15/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre de l'instruction de la notice de réexamen quinquennale de l'étude de dangers. Elle a également porté sur les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux en cas d'incident ou d'accident.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FORESA FRANCE SAS

- Avenue des Industries 33440 Ambarès-et-Lagrave
- Code AIOT : 0005200249
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Foresa produit essentiellement un réactif pour la préparation de colles et synthétise des colles principalement utilisées dans l'industrie des panneaux de bois reconstitués (agglomérés, contreplaqués). Une quarantaine de personnes travaille sur le site. Le site est IED - rubrique 3410-b (soumis au BREF LVOC) et Seveso seuil haut. Il est également soumis à la réglementation SEQE.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- Plans d'urgence

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Réexamen de l'étude de dangers	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L. 515-39	Demande d'action corrective	1 mois
4	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
5	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
6	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
7	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
3	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant transmet avant le 31 décembre 2025 la notice de réexamen consolidée ainsi que la

mise à jour de l'étude de dangers correspondante. En cas de non respect de cette échéance, un arrêté de mise en demeure sera proposé à la signature du préfet de la Gironde.

Les dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux en cas d'incident ou d'accident prévues par l'exploitant n'appellent pas d'observation particulière de l'inspection. Celles-ci doivent cependant être intégrées à la prochaine révision du plan d'opération interne (POI) prévue d'ici la fin de l'année 2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Réexamen de l'étude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/01/2017, article L. 515-39
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réexamen de l'étude de dangers
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25 est réexaminée périodiquement et mise à jour.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis par e-mail du 17 juin 2025 la notice de réexamen en date de juin 2025 telle que requise dans l'avis du 8 février 2017 « relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut ». Cette notice de réexamen a fait l'objet d'une demande de compléments en date du 15 septembre 2025 à laquelle l'exploitant a répondu par e-mail du 22 octobre 2025. En préambule, l'exploitant a indiqué que la mise à jour de l'étude de dangers était toujours en cours et il s'est engagé à une remise (initialement attendue en septembre 2025) à l'inspection avant le 31 décembre 2025. La nouvelle matrice de maîtrise des risques provisoire a été présentée et l'inspection a pris note que la probabilité ainsi que la gravité des phénomènes dangereux identifiés n'étaient pas modifiées. L'exploitant a également signalé qu'un nouveau phénomène dangereux avait été mis en évidence, mais sans effet sortant au-delà des limites du site. Par la suite, l'inspection a interrogé l'exploitant sur plusieurs des réponses à la demande de compléments qui renvoient à la mise à jour de l'étude de dangers : recollement à l'arrêté du 4 octobre 2010, liste des équipements soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PMII), exploitation de la base de données ARIA (Analyse, Recherche et Information sur les Accidents) du BARPI, réévaluation des barrières et des mesures de maîtrise des risques en place... L'exploitant s'est également engagé à remettre une version consolidée de la notice de réexamen avant le 31 décembre 2025. Enfin, certains des 11 items listés dans l'avis du 8 février 2017 ont fait l'objet d'échanges lors de l'inspection. L'exploitant a en particulier détaillé la façon dont est pris en compte le retour d'expérience issu des vérifications périodiques des équipements du site, du groupe, et du secteur (item 6) : au moins deux réunions des représentants des différents services en charge de la maintenance et de la sécurité des installations du groupe Finsa sont notamment organisées chaque année. De plus, les rapports d'incident / d'accident sont systématiquement partagés entre les 3 sites aux activités similaires de production de résines.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet avant le 31 décembre 2025 la notice de réexamen consolidée ainsi que la

mise à jour de l'étude de dangers correspondante. En cas de non respect de cette échéance, un arrêté de mise en demeure de respect de prescription sera proposé à la signature du préfet de la Gironde.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Mise à jour du POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ce plan est établi avant la mise en service. Il est [...] mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le plan d'opération interne (POI) en vigueur le jour de l'inspection, en date du 23 janvier 2025. La version précédente datait de 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Réalisation d'exercice POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an [...].
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué tester son plan d'opération interne (POI) au moins une fois par mois, en variant les scénarios retenus et en s'assurant que l'ensemble des opérateurs y participent de manière régulière (suivi effectué par les services HSE et RH). L'inspection a consulté les comptes rendus des deux derniers exercices réalisés, en date du 24 septembre et du 2 octobre 2025. Ceux-ci font état d'actions correctives « intégrées au fichier plan d'actions site FORESA ». L'inspection a également consulté le fichier de suivi des formations du personnel et a constaté que le dernier exercice auquel avait participé l'un des opérateurs datait du 22 janvier 2021 (cf. partie confidentielle).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant s'assure que chaque opérateur participe régulièrement à des exercices POI.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...]  Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
<b>Constats :</b>  Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport « Premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle - Stratégie de prélèvements : paramètres suivis, points de mesures, méthodes et durées de prélèvements pressentis », référence E61B2/25/890, en date du 29 août 2025 et établi par Socotec. Notamment en référence au guide professionnel DT 126 de France Chimie, ce rapport précise les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux en cas d'incident ou d'accident : substances recherchées (y compris produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie), méthodes de prélèvements, cartographie des points de mesure potentiels... Pour chaque scénario identifié dans l'étude de dangers, l'exploitant a élaboré une « fiche opérationnelle prélèvement échantillon ». L'exploitant a indiqué que ces fiches seront intégrées à la prochaine révision du plan d'opération interne (POI) prévue d'ici la fin de l'année 2025. L'inspection a consulté les fiches correspondant aux scénarios suivants et a constaté que les substances recherchées étaient cohérentes avec celles prévues dans le rapport pré-cité : - « 4.3.2 Feu de cuvette rétention T5002 » ; - « 4.11.2 Épandage de formol surchauffé dans la rétention bas de préparation ».
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant intègre à son POI l'ensemble des dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux en cas d'incident ou d'accident.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Stratégie de prélèvement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
--

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport « Premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle - Stratégie de prélèvements : paramètres suivis, points de mesures, méthodes et durées de prélèvements pressentis », référence E61B2/25/890, en date du 29 août 2025 et établi par Socotec.</p> <p>Notamment en référence au guide professionnel DT 126 de France Chimie, ce rapport précise les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux en cas d'incident ou d'accident : substances recherchées (y compris produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie), méthodes de prélèvements, cartographie des points de mesure potentiels...</p> <p>Pour chaque scénario identifié dans l'étude de dangers, l'exploitant a élaboré une « fiche opérationnelle prélèvement échantillon ». L'exploitant a indiqué que ces fiches seront intégrées à la prochaine révision du plan d'opération interne (POI) prévue d'ici la fin de l'année 2025. L'inspection a consulté les fiches correspondant aux scénarios suivants et a constaté que les méthodes de prélèvement ainsi que la cartographie des points de mesure potentiels étaient cohérentes avec celles prévues dans le rapport pré-cité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- « 4.3.2 Feu de cuvette rétention T5002 » ;</li> <li>- « 4.11.2 Épandage de formol surchauffé dans la rétention bas de préparation ».</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant intègre à son POI l'ensemble des dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux en cas d'incident ou d'accident.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**N° 6 : Personnels compétents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contenu POI

**Prescription contrôlée :**

[...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ; [...]

Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué avoir externalisé la prestation relative aux dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux en cas d'accident. Le prestataire retenu est Socotec Environnement Nouvelle-Aquitaine, membre du réseau des intervenants en situation post-accidentelle (RIPA).

Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de simuler l'activation du contrat de prélèvement d'échantillon dans le cas du scénario « 4.11.2 Épandage de formol surchauffé dans la rétention bas de préparation ». Le prestataire a été appelé à 10 h 42 et a demandé à l'exploitant les éléments permettant d'identifier les substances recherchées, les équipements de prélèvement à mobiliser, ainsi que la localisation des points de mesure : type d'accident et scénario identifié correspondant, conditions de vent (direction et force)... À 11 h 01, un intervenant Socotec a rappelé l'exploitant pour lui indiquer qu'il serait au point de rendez-vous convenu en environ 1 h et pour confirmer la liste des substances recherchées. L'inspection a constaté que ces dernières étaient cohérentes avec celles prévues dans la « fiche opérationnelle prélèvement échantillon » du scénario considéré. Le déroulé de la simulation n'a pas appelé d'observation particulière de l'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant intègre à son POI l'ensemble des dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux en cas d'incident ou d'accident.



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Liste des produits de décomposition**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Produits de décomposition
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport « Premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle - Stratégie de prélèvements : paramètres suivis, points de mesures, méthodes et durées de prélèvements pressentis », référence E61B2/25/890, en date du 29 août 2025 et établi par Socotec.</p> <p>Notamment en référence au guide professionnel DT 126 de France Chimie, ce rapport précise les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux en cas d'incident ou d'accident : substances recherchées (y compris produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie), méthodes de prélèvements, cartographie des points de mesure potentiels...</p> <p>L'exploitant a confirmé que la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie sera intégrée à la prochaine révision du plan d'opération interne (POI) prévue d'ici la fin de l'année 2025 ainsi qu'à l'étude de dangers en cours de mise à jour.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet avant le 31 décembre 2025 la notice de réexamen consolidée ainsi que la mise à jour de l'étude de dangers correspondante. En cas de non respect de cette échéance, un arrêté de mise en demeure pour non respect de prescription sera proposé à la signature du préfet de la Gironde.</p> <p>L'exploitant intègre à son POI l'ensemble des dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux en cas d'incident ou d'accident.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois